

que son agriculture ne pourrait plus écouler sa propre production. Nous détruirions cette industrie et renverserions le processus qui consiste à aider les pays en voie de développement à développer leur propre économie. Il existe d'autres limitations. Depuis dix ou vingt ans, les programmes mondiaux d'assistance sont parvenus à des développements remarquables comme par exemple l'accroissement de la productivité en blé et en riz.

Je suis convaincu que les députés connaissent ces développements réalisés dans nombre de pays et qui les ont aidé à atteindre leur autonomie en matière d'alimentation. Et cependant nous entendons encore ces déclarations papelardes des députés du NPD selon lesquelles il ne fait pas de doute que nous pouvons trouver quelqu'un qui écoulera l'excédent de nos produits alimentaires. Ils semblent dire qu'il nous suffirait de trouver preneur, et ensuite de pressurer suffisamment de contribuables canadiens pour assurer les centaines de millions de dollars nécessaires à cette fin.

Je le déclare aux députés du NPD auteurs de cette motion et aux autres membres de l'opposition: voyons les choses en face. Toujours moins de gens suffiront à produire les denrées que nous consommons. Trouvons donc d'autres emplois productifs aux travailleurs excédentaires. Dans l'Ouest du Canada et dans les campagnes il faudra créer beaucoup d'emplois pour les ruraux et ceux qui devront abandonner l'agriculture. Sachons agir. Nous aurions peut-être dû nous interroger au sujet des 100 millions de dollars en paiements d'urgence, versés aux céréaliers des Prairies. Il aurait peut-être mieux valu affecter cet argent à un programme d'emplois à long terme; au lieu d'un programme d'aide de un an, nous aurions créé un programme d'emplois à long terme, aux avantages durables.

● (4.20 p.m.)

Voilà où nous devons concentrer nos efforts. Mais le tableau agricole du Canada n'est pas fait que d'ombres; il comporte aussi des touches de lumières dont il convient aussi de parler. Nous connaissons tous l'expansion très rapide de l'industrie du bétail et elle doit la poursuivre si elle veut satisfaire à la demande. Il en est de même, nous le savons, de l'industrie des graines oléagineuses et nous aurons besoin de toute sa production. Mais la concurrence étrangère s'accroît. L'économie

des États socialistes devient plus productive, ce qui augmentera leur compétitivité à notre endroit. Nos produits seront moins en demande dans ces pays. L'agriculture sera plus largement subventionnée dans certains pays d'Europe et d'ailleurs où la fabrication est intense, et ce sera pour nous un autre obstacle à surmonter.

Envisageons ces problèmes avec réalisme. Nous voudrions entendre des propositions concrètes des députés d'en face. Nous voudrions connaître l'opinion de l'opposition sur la façon d'aborder ces problèmes au lieu de nous faire critiquer et de nous entendre dire que la seule chose à faire c'est de faire marche arrière. J'espère que durant les semaines à venir et l'automne prochain, nous n'entendrons pas jour après jour les lamentations de l'opposition qui refuse de faire face à la réalité et d'accepter l'économie actuelle. J'espère qu'elle nous soumettra des propositions éclairées et utiles. Je fais partie du comité permanent de l'agriculture et je siège ici à la Chambre avec les députés de l'opposition, mais il est rare que des propositions de ce genre soient faites. J'espère que dans les mois à venir on nous dira comment venir en aide aux Canadiens, notamment à nos cultivateurs.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) a présenté sa motion aujourd'hui à un moment opportun, car cette résolution porte sur des facteurs primordiaux touchant l'avenir du Canada rural. En premier lieu, la motion du député faisait état des politiques qui dépriment l'économie agricole de ce pays. En second lieu, il a soulevé la question de l'incidence de la situation agricole sur les autres secteurs de l'économie ainsi que sur l'ensemble de l'économie canadienne. Il a mentionné que ces politiques entraînaient un chômage excessif, une perte de revenu, un ralentissement de la croissance économique et de sombres perspectives d'avenir. Enfin, il a pressé le gouvernement d'assurer par des mesures concrètes une économie rurale dynamique composante essentielle de la société canadienne.

J'ai réellement été très surpris de la part que les deux ministres ont prise au débat cet après-midi. Tout d'abord, le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a exhibé le même discours qu'il a déjà fait à la Chambre je ne sais combien de fois. C'est toujours le même vieux disque usé sur ce que le gouvernement fait et il est incapable de comprendre pourquoi l'op-